

USAGERS SOLIDAIRES

DE LA GREVE DES CHEMINOTS

Les cheminot-e-s sont en grève depuis le 10 juin. Ils refusent l'éclatement de la SNCF prévu par la réforme ferroviaire et la fin du service public qui ira de pair avec la libéralisation du rail. Cette réforme prépare en effet l'arrivée d'opérateurs privés sur les activités susceptibles de dégager des bénéfiques (TER, TGV...)... en laissant à la charge de l'Etat l'entretien et la gestion du réseau jugés trop coûteux.

Côté pile, en tant que contribuables nous paierions pour l'entretien des voies ; côté face, comme usagers nous aurions un service dégradé sur certains axes et des prix en hausse comme en atteste la libéralisation d'EDF-GDF. Cette réforme n'est pas dans notre intérêt !

Le gouvernement mène en parallèle une attaque en règle contre la réglementation du travail des 150 000 cheminots du public en l'harmonisant par le bas sur celle des 3 000 cheminots du privé. Comme ailleurs, gouvernement et patronat profitent de la crise pour raboter les droits sociaux et s'attaquer aux conditions de travail et de vie des plus modestes.

Hollande et Valls déraillent...

Depuis, le début de cette grève massive- on le voit bien en tant qu'usagers !- le même gouvernement qui ne s'inquiète nullement des investissements que devrait faire la SNCF pour éviter la galère des transports au quotidien, qui n'a nullement pris de mesures particulières pour l'entretien des voies depuis l'accident mortel de Brétigny-sur-Orge, semble aux abois et lance des appels à la reprise du travail aux cheminots, sous prétexte de notre intérêt d'usager. Etonnant qu'il ne s'inquiète de notre intérêt que lorsque les cheminots se battent pour défendre le service public...

Sa dernière rengaine c'est que la grève empêcherait le déroulement du bac. Cette instrumentalisation est scandaleuse !

D'une part, c'est faux car le Ministère de l'Education Nationale a annoncé que serait accepté un retard d'une heure des lauréats à leur examen, mais surtout c'est le gouvernement lui-même qui porte la responsabilité de cette cacophonie. En effet, cette grève a été précédée de nombreuses actions, depuis juin 2013, sans aucun effet sur les projets gouvernementaux, et à la manifestation nationale de plus de 20 000 cheminotEs le 22 mai 2014. Enfin, ce ne sont pas les cheminots qui fixent les calendriers des réformes, pas plus que n'importe quel autre salarié ne décide des dates des sales coups qui leur tombent sur la tête ! Sans compter que bien des cheminotEs sont aussi les parents de jeunes qui passent le bac...

Usagers, solidaires de la mobilisation des cheminots !

L'ouverture à la concurrence est présentée comme un « plus » en faisant miroiter une baisse des tarifs. C'est faux ! Nulle part, la libéralisation n'a permis un meilleur accès aux services, mais en plus avec la « réforme » le prix des péages pour faire circuler les trains va augmenter de 30%...

Par ailleurs, la privatisation du rail fait courir de graves dangers à la sécurité des transports comme en atteste l'exemple anglais. Suite à la privatisation en 1996, les entreprises ferroviaires privées, en même temps qu'elles augmentèrent les tarifs, ont diminué les investissements et supprimé deux tiers des emplois cheminots. Les coûts de maintenance furent réduits en deçà du minimum nécessaire à la sécurité des circulations. Les conséquences : une augmentation très importante des accidents (souvent mortels), des retards systématiques, un service quotidien largement dégradé !

USAGERS – CHEMINOTS, nous sommes victimes de la politique du « toujours plus d'austérité » du gouvernement, de la baisse du coût du travail, du chantage à la compétitivité, du travailler plus pour gagner moins.

A la SNCF, les retards à répétition, l'attente aux guichets, les trains surchargés, les retards d'investissement et d'entretien sont de la responsabilité de l'Etat et de la direction de l'entreprise. Contre cette politique, il n'y a pas d'autre réponse que de se mobiliser, comme le font aujourd'hui les cheminots, pour la mettre en échec.